

MINUSMA **HEBDO**

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 41 • novembre 2015

JOURNÉE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES



Une ONU
forte pour
un monde
meilleur.



**LES PARTIS POLITIQUES S'APPROPRIENT L'ACCORD POUR
LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION**

**LA MINUSMA ŒUVRE POUR L'INTÉGRATION DES
PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA SOCIÉTÉ**

**MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX**

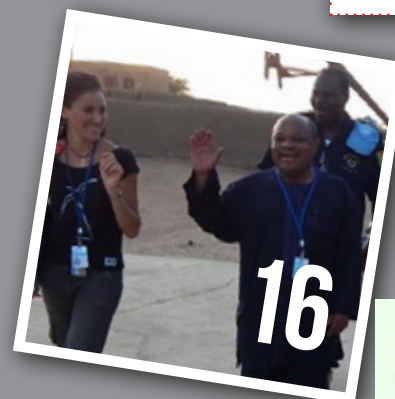
MINUSMAHEBDO

41

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

- 3** CÉLÉBRATIONS DE L'UNDAY
- 6** MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL À L'OCCASION DU 70ÈME ANNIVERSAIRE DES NATIONS UNIES
- 7** 1ER FESTIVAL HISTORIQUE DU MANDING DE SIBY : MIKADO FM AU CŒUR DE L'ÉVÉNEMENT
- 8** LA MINUSMA ACCOMPAGNE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'ACCÈS DES POPULATIONS À LA JUSTICE
- 10** GAO : LES PARTIS POLITIQUES S'APPROPRIENT L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION
- 11** DES OBSERVATEURS MILITAIRES INTERNATIONAUX DE LA MINUSMA SONT ARRIVÉS À GAO
- 12** LA MINUSMA APPUIE LA TENUE DE LA CONFÉRENCE SUR LES BOURGOUTIÈRES DE MOPTI POUR LA CAMPAGNE 2015-2016
- 14** JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITÉ POUR LES CRIMES COMMIS CONTRE DES JOURNALISTES
- 15** MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL - JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITÉ POUR LES CRIMES COMMIS CONTRE DES JOURNALISTES
- 16** GAO : LE NOUVEAU CHEF DE BUREAU DE LA MINUSMA REND VISITE AUX RADIOS DE LA VILLE
- 18** A GAO, LA MINUSMA ŒUVRE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA SOCIÉTÉ
- 19** POLICE DE LA MINUSMA - FORCES DE SÉCURITÉ DU MALI : UN PARTENARIAT DYNAMIQUE !
- 20** 16 JOURS D'ACTIVISME
- 21** L'ACTUALITÉ DE LA MINUSMA EN BREF
- 22** COMMUNIQUÉS



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

CÉLÉBRATIONS DE L'UNDAY



LE 27 OCTOBRE : GAO CÉLÈBRE LES 70 ANS DES NATIONS UNIES



La ville de Gao a célébré, le samedi 24 octobre, la journée des Nations Unies. L'événement a eu lieu à l'école fondamentale « Thionville » en présence de centaines d'élèves. Placé sous le thème « Une ONU forte, pour un monde meilleur », il a regroupé l'ensemble des composantes du système des Nations Unies présent à Gao ainsi que les autorités locales.

La cérémonie a commencé par l'allocation de Monsieur Alassane Diallo, Directeur de cabinet du gouverneur de la région. Il a tenu à exprimer toute sa gratitude à l'Organisation des Nations Unies. « Pour nous maliens, ce jour est important car c'est grâce à cette organisation qu'une résolution a été prise pour mobiliser la communauté internationale afin de venir au secours de notre pays alors occupé par des envahisseurs... Nous sommes donc ici pour magnifier notre reconnaissance, pour exprimer notre gratitude. Si les

Nations Unies n'existaient pas, il aurait fallu la créer. Elle a été créée pour un idéal et chacun de nous doit se battre inlassablement pour l'atteindre... » a-t-il déclaré.

Ce 70e anniversaire des Nations unies à Gao a été organisé sous le lead du bureau sous régional d'OCHA. « Dans tous les pays du monde, le drapeau national est un signe de fierté et de patriotisme. Mais il y a un seul drapeau qui appartient à tous. Ce drapeau bleu de l'Organisation des Nations Unies était une bannière d'espoir pour moi pendant mon enfance dans une Corée en guerre. Soixante-dix ans après sa création, l'Organisation des Nations Unies demeure un phare pour toute l'humanité. Chaque jour, l'Organisation nourrit les affamés et loge les personnes contraintes de quitter leur foyer. L'Organisation vaccine des enfants qui, autrement, seraient morts de maladies évitables. L'Organisation défend les droits de l'homme pour tous, sans distinction de race, de religion, de nationalité, de sexe ou d'orientation sexuelle... », déclare le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon dans son message, lu pour l'occasion par le chef du bureau de OCHA, madame Salamatou Ba.

Après la fête en compagnie des élèves de l'école fondamentale de « Thionville », sous les bonnes notes de l'artiste musicien Sahabane B.

Touré dit SBT, les organisations de la société civile et les fonctionnaires des Nations unies se sont rendus sur l'axe qui relie le gouvernorat au camp de l'unité fluviale Bangladaise, afin de le nettoyer. Les différents contingents de la Force ainsi que la Police et les sections substantives de la MINUSMA sont venus volontairement et nombreux pour contribuer à cet effort d'assainissement sous un soleil de plomb. L'unité environnement de la MINUSMA était là pour veiller à la récupération et à l'acheminement des ordures au dépôt final de la ville.

La Journée des Nations unies est célébrée chaque année le 24 octobre, jour anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies en 1945. La ratification de ce document fondateur par la majorité des signataires, y compris par les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, marque en effet l'acte de naissance des Nations Unies. #ONU70

LE 26 OCTOBRE CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES 2015 À BAMAKO



Système des Nations Unies: s'unir dans l'action pour accompagner le Mali...

L'unité dans l'action au sein des Nations Unies a été le maître-mot de la célébration ce 24 octobre au Mali, de la Journée des Nations Unies. Une célébration particulière, puisqu'il s'agit du 70ème anniversaire de la création de l'organisation...

Cette année, en effet, les Nations Unies célèbrent leurs 70 ans au service des peuples du monde, sur le thème: « Une ONU forte pour un monde meilleur ». Un thème qui se prête d'ailleurs bien à la situation actuelle du Mali qui, avec la signature des Accords de paix, a décidé de tourner le dos à la crise. L'union de tous ses fils est donc nécessaire, pour relever et bâtir un monde meilleur, à travers la conduite de projets de développement soutenus par la communauté internationale.

La salle des fêtes du Palais de la Culture « Hamadou Hampaté Ba » de Bamako a ainsi servi de cadre à la commémoration de cette journée placée, à juste titre, sous le signe du concept « One UN », c'est-à-dire les Nations Unies comme un seul système, une seule entité aux côtés du Mali.

A cette occasion, c'est toute l'équipe pays, constituée des agences du système et de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) qui se sont mis ensemble pour réaffirmer leur engagement pour la paix, le développement et la stabilisation du pays.

Trois discours ont marqué la cérémonie officielle commémorative de cette journée. C'est la Coordinatrice Résidente par intérim du Système des Nations Unies au Mali, Fatouma Seid, qui la première a pris la parole et a rendu hommage au peuple malien « qui a su trouver au plus profond de sa culture, le ressort de sa résilience », dans un contexte de « violences qui ont changé de forme ».

Les Nations unies, un partenaire effectif pour le développement du Mali...

A sa suite, Koen Davidse, Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies au Mali, a délivré la substance du message de circonstance du Secrétaire Général. Message dans

lequel Ban Ki Moon appelle à l'unité dans l'action car, précise-t-il « aucun pays ni organisme ne peut seul relever les défis d'aujourd'hui ».

Puis, Salif Traore, Ministre de la sécurité et de la protection civile, représentant son homologue des Affaires étrangères du Mali, a adressé « les remerciements et la reconnaissance du peuple malien au système des Nations Unies pour l'assistance précieuse qu'elle ne cesse d'apporter à notre pays dans le cadre de son développement socio-économique ».

Puis évoquant les entraves au processus de paix en cours, il a invité les Nations Unies et toute la communauté internationale à soutenir davantage les efforts du gouvernement dans la lutte contre le terrorisme car, a-t-il souligné : « il urge de faire face à la menace asymétrique qui entrave la mise en œuvre de l'Accord de paix ».

Le Ministre Salif Traore a également adressé, au nom du gouvernement malien, ses « remerciements au Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-moon, pour son engagement personnel pour la paix au Mali », avant de rendre un « hommage appuyé au personnel civil et militaire de la MINUSMA pour son engagement au côtés du peuple malien ».

La cérémonie s'est achevée avec une visite des stands par les officiels qui ont pu apprécier à travers documents et photographies exposés, la diversité du système des Nations Unies et ses nombreuses réalisations au Mali.

La population invitée à s'informer à la source sur les Nations Unies...

Puis, ce fut le tour du grand public de découvrir davantage les Nations Unies, en visitant, à son tour, les stands d'information tenus par chaque entité, sous des airs d'animations culturelles mettant en exergue l'apport des Nations Unies au relèvement du Mali.

En amont de cette célébration, le Groupe de communication des Nations Unies au Mali a animé une conférence-débat de deux heures, avec environ 200 étudiants de la Faculté des Lettres, des langues et des Sciences Humaines (FLASH) de l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako (ULSHB). Au cours de cette séance qui a eu lieu dans l'enceinte

de l'établissement, le jeudi 22 octobre dernier, le Chargé de communication du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), Diakaridia Dembélé, a fait une présentation générique du Système des Nations Unies au Mali. Dans son exposé, il a présenté aux étudiants les activités et réalisations de l'organisation au profit du peuple malien.

Il s'en est suivi un exercice de questions et réponses au cours duquel, Madame Guindo Maya Ouattara, Officier de l'Information publique à la MINUSMA, dans ses réponses aux questions spécifiques sur la Mission onusienne, a mis l'accent sur le mandat de cette dernière, autant que sur ses réalisations au profit des maliens depuis deux ans. Elle a surtout réaffirmé la disponibilité de la Mission à communiquer avec tous les maliens, à travers ses canaux traditionnels de communication, dont le site Internet officiel, la page facebook, la ligne téléphonique verte, ainsi que ses activités de sensibilisation qui créent des contacts directs avec les populations.

Elle a exhorté les étudiants à rechercher l'information à la source, et en la matière, « les portes de la Minusma vous sont toujours ouvertes », a-t-elle conclu.

En liant les efforts de ses différentes composantes pour célébrer cette journée en terre malienne, au lendemain de la Conférence des donateurs du Mali qui s'est achevée quarante-huit heures plus tôt à Paris, le Système des Nations Unies rappelle, aux différentes parties au conflit, que seule l'union fait la force et que la nécessité de taire les divergences et de s'unir s'impose aujourd'hui plus que jamais, pour profiter au maximum des dividendes de la paix. #ONU70

LE 26 OCTOBRE : LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES CÉLÉBRÉE AVEC LES FEMMES DE MOPTI



Samedi 24 Octobre 2015, à l'instar de la communauté internationale, les composantes du Système des Nations Unies à Mopti ont célébré, aux côtés des plus hautes autorités régionales la journée des Nations unies. Une journée riche en activités et au cours de laquelle les femmes en situation difficile de la région furent mise à l'honneur.

Tout a commencé au centre d'accueil des femmes malade de fistule, en présence du représentant du Gouverneur, Monsieur Moumouni DAMANGO, Conseiller au Gouvernorat ; de Monsieur Bakary BENGALY, Directeur régional du développement social ; du représentant de l'ONG DELTA SURVIE qui gère le centre ; de la Cheffe du Bureau de la MINUSMA, ainsi que des chefs des agences onusiennes de Mopti que sont OCHA, l'Unicef, le PAM et le HCR, la FAO, l'OIM et le PNUD.

Pour faire écho au mois d'octobre décrété au Mali mois la solidarité, la délégation a tenu à faire un don symbolique aux femmes présentes dans le centre. Plusieurs kits composés de pagnes et de cartons de savons ainsi qu'une enveloppe de 100.000 FCFA ont été offerts à ces femmes atteintes de la fistule, une maladie qui plonge celles qui en souffrent dans l'exclusion. La représentante des bénéficiaires, très émues par ce geste des fonctionnaires de l'ONU, à remercier l'ensemble du personnel. « Célébrer les 70 ans de l'Organisation des Nations Unies ici à Mopti ne peut que nous réjouir à travers les gestes qui viennent d'être faits par les travailleurs du système... Nous sommes venus aux cotés des populations stigmatisées par leur situation : les femmes victimes de fistules. Quel geste que celui des travailleurs des Nations Unies, qui ont mis la main à la poche, pour donner à ces femmes un élan de gaieté de cœur, un élan de dignité. Pour ceux qui savent ce que vivent ces femmes porteuses de fistule, leur faire des gestes en donnant des kits de dignité : nous pensons qu'il n'y a pas de geste plus noble, surtout en ce mois de solidarité. » Telle a été la réaction du représentant du Gouverneur, Monsieur Moumouni DAMANGO, Conseiller du gouverneur à l'issue de cette activité.

La délégation s'est ensuite rendue dans un Centre de formation en couture situé à Sévaré. Là, Monsieur

Bakary BENGALY, Directeur régional du développement social de Mopti a remis, au nom de tout le personnel des Nations Unies dans la région, un lot de quatre machines à coudre, auxquels ont été ajoutés, la prise en charge des frais d'installation ainsi que les frais de scolarité annuelle d'une dizaine de filles en situation difficile. L'ensemble des dons faits aux femmes est d'environ un demi-million de francs CFA, une somme issue d'une contribution volontaire de tout le personnel du système des Nations unies basé à Mopti, pour marquer leur solidarité avec ceux qui en ont besoin, à l'occasion du 70ème anniversaire de l'Organisation.

En présence des bénéficiaires, Monsieur Bakary BENGALY a déclaré : « En votre nom, et au nom du gouvernement je remercie les donateurs. Quand on parle d'une aide utile on parle de ce genre de geste ».

Dans l'après-midi un match amical a opposé une équipe du staff de la MINUSMA et une équipe composée du personnel des Agences.

La célébration de la journée des Nations unies à Mopti a pris fin par un cocktail au bureau régional de la MINUSMA. #ONU70

LE 26 OCTOBRE : L'UN DAY À TOMBOUCTOU



Le Bureau régional de la MINUSMA et les agences des Nations Unies représentées à Tombouctou, en collaboration avec la Maire de la commune, la Coordination des Associations et ONG Féminines (CAFO), les organisations de la Société Civile et le Conseil Communal des Jeunes ont commémoré, le 24 octobre dernier, le 70ème anniversaire de l'ONU à travers une journée de nettoyage de quelques rues de la Cité des 333 Saints, suivie d'un match de football.

Le 1er adjoint au Maire de la commune, Khalifa Ag Imama ; le

nouveau Chef du Bureau de la MINUSMA, M. Riccardo Maia et le Commandant du Secteur Ouest de la Force Onusienne ont lancé ces activités devant la Mairie de Tombouctou en présence de plus d'une soixantaine de staff onusiens et membres de la société civile.

Dans ses propos d'ouverture, le 1er adjoint au Maire n'a pas manqué de souligné la contribution de la grande famille de l'ONU représentée par la MINUSMA et les agences, telles que OCHA, le PAM, le HCR, l'OIM, la FAO ou encore le PNUD, en faveur d'un retour à la paix et à la stabilité au Mali. Pour sa part, M. Maia a donné lecture du message du Secrétaire Général des Nations Unies.

« Une ONU forte pour un monde meilleur » ont scandé maliens, congolais, ivoiriens, italiens, haïtiens, suédois, suisses, allemands, nigériens, burkinabés, philippins, malgaches, mauritaniens, guinéens, ghanéens, belges, sénégalais, burundais, tunisiens, yéménites, roumain et camerounais réunis pour la circonstance. Le nettoyage a duré toute la matinée et a vu la participation de quelques éléments de la Police malienne. La grande rue traversant le nouveau marché (Yeboutawo) de Tombouctou, les devantures des boutiques ainsi que la Gare routière ont soigneusement été nettoyées.

C'est un match de foot joué au Super Camp de la MINUSMA à l'aéroport qui a clôturé, dans l'après-midi, les célébrations. Opposant des équipes mixtes composées de joueurs de l'UNPOL, de la Force, des Staffs civil nationaux et internationaux de la MINUSMA et des membres du personnel national et international des Agences onusiennes, le match a pris fin sur le score d'un but à zéro. Un score qui ne fait gagner ni l'une ni l'autre des équipes mais l'ONU.

Le 70ème anniversaire des Nations Unies fut donc célébré comme il se doit à Tombouctou, en l'agréable à l'utile. L'utile représenté ici par l'activité symbolique de nettoyage, en phase avec le mandat de la MINUSMA, qui, à travers l'Unité Environnement et Culture, travaille également à réduire les impacts environnementaux de la Mission. #ONU70

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL À L'OCCASION DU 70ÈME ANNIVERSAIRE DES NATIONS UNIES

Dans tous les pays du monde, le drapeau national est un signe de fierté et de patriotisme. Mais il y a un seul drapeau qui appartient à tous.

Ce drapeau bleu de l'Organisation des Nations Unies était une bannière d'espoir pour moi pendant mon enfance dans une Corée en guerre.

Soixante-dix ans après sa création, l'Organisation des Nations Unies demeure un phare pour toute l'humanité.

Chaque jour, l'Organisation nourrit les affamés et loge les personnes contraintes de quitter leur foyer.

L'Organisation vaccine des enfants qui, autrement, seraient morts de maladies évitables.

L'Organisation défend les droits de l'homme pour tous, sans distinction de race, de religion, de nationalité, de sexe ou d'orientation sexuelle.

Nos soldats de la paix se trouvent en première ligne dans les conflits; nos médiateurs amènent les belligérants à la table de paix; nos travailleurs humanitaires bravent des situations dangereuses pour fournir une aide qui sauve des vies.

L'Organisation des Nations Unies œuvre pour l'ensemble des 7 milliards de personnes qui constituent la famille humaine, et prend soin de la terre, notre seul et unique domicile.

Et ce sont les fonctionnaires – talentueux et d'origines diverses – de l'Organisation des Nations Unies qui contribuent à donner effet à la Charte.

Le soixante-dixième anniversaire offre l'occasion de saluer leur dévouement et d'honorer ceux, nombreux, parmi eux qui ont fait le sacrifice suprême dans l'exercice de leurs fonctions.

Le monde fait face à de nombreuses crises, et l'action internationale collective a malheureusement ses limites. Néanmoins, aucun pays ni organisme ne peut seul relever les défis d'aujourd'hui.

Les valeurs intemporelles de la Charte des Nations Unies doivent continuer de nous guider. Notre objectif commun, c'est d'« unir nos forces » pour servir « nous, les peuples ».

Pour célébrer cet anniversaire, des monuments et des bâtiments sont illuminés en bleu des Nations Unies dans le monde entier. Au moment où nous faisons pleins feux sur cet anniversaire historique, réaffirmons notre engagement en faveur d'un avenir meilleur et radieux pour tous.



1^{ER} FESTIVAL HISTORIQUE DU MANDING DE SIBY : MIKADO FM AU CŒUR DE L'ÉVÉNEMENT



Située à une quarantaine de kilomètres de Bamako, la ville de Siby a vécu son premier festival historique et culturel dénommé « Festival historique Manding », les 22, 23 et 24 octobre 2015.

A l'initiative de la star du reggae, Tiken Jah Fakoly, s'est donc tenue à Siby, la première édition du Festival historique du Manding. Un festival dont l'objectif principal, de l'avis de son promoteur, est de « rapprocher les jeunes de notre histoire, car un homme sans histoire est comme un arbre sans racines ».

Le choix de ce site n'est, en effet, pas fortuit. En plus de son caractère historique et culturel, Siby a la particularité d'abriter la majorité des grands propriétaires terriens du Manding. C'est également là que se trouve l'arche de Kamadjan, site historique caractérisé par un grand cratère dans une colline.

Plusieurs vedettes de la musique nationale et internationale ont donné des concerts au cours des soirées du festival, notamment Saramba Kouyaté ou encore Tiken Jah Fakoly lui-même. Une soirée théâtrale a aussi été proposée aux spectateurs.

Parmi les partenaires de l'événement figuraient TV5 MONDE, le Gouvernement du Mali, l'Institut Français, l'ORTM, AFRICABLE TELEVISION, RFI, BBLACK AFRICA ainsi que la MINUSMA. Ceux-ci ont pu, dans la journée, animer des stands d'information et d'artisanat au profit des nombreux participants et invités. Une occasion d'apprécier l'art et la culture du Mali dans toute sa grandeur et sa diversité.

Les journées étaient aussi consacrées à des conférences-débats sur des thèmes comme l'histoire, la culture ou le développement de l'Afrique en général et du Manding en

particulier. Des griots, gardiens de la tradition mandingue, sont également venus apporter leur art et leur savoir.

A travers cette manifestation, et en trois jours, les organisateurs ont, à leur manière, apporté leur pierre à la construction de la cohésion nationale, de la paix et de l'entente entre les peuples. Les milliers de personnes présentes, représentant la diversité ethnique du Mali ont ainsi été touchées par ce message d'unité et de paix que symbolise ce festival.

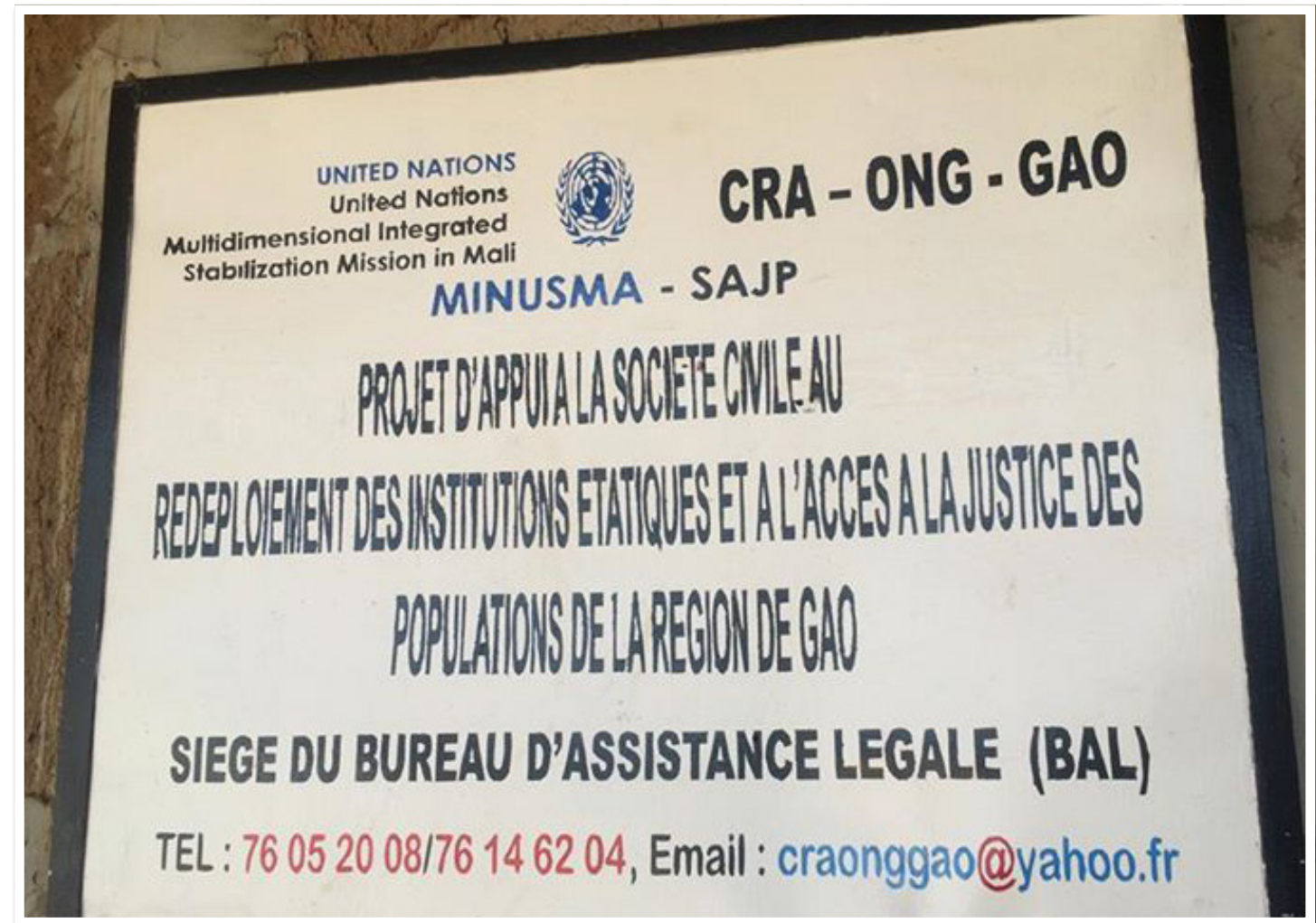
LA MINUSMA ET MIKADO FM, AU CŒUR DE L'ÉVÉNEMENT...

C'est dans ce cadre que la fréquence de la paix, MIKADO FM (la radio des Nations Unies au Mali) a soutenu fortement l'événement. De la diffusion à ses milliers d'auditeurs, plusieurs jours en amont, de la bande annonce du festival, aux reportages thématiques variés, et autres émissions en directe depuis Siby, on peut dire que « MIKADO FM, la radio qu'on aime » a mis les petits plats dans les grands, au grand bonheur de ses auditeurs.

Depuis son stand sur place, la MINUSMA a pu s'entretenir avec les nombreux visiteurs et leur expliquer son mandat, son travail et ses réalisations. Les membres de l'équipe de la Division de la Communication sur les lieux, ont pu mettre à la disposition du public la documentation appropriée pour une meilleure compréhension de la Mission et du rôle de la MINUSMA.

L'initiative du Festival historique du Manding est à saluer et à perpétuer dans ce sens : il est un facteur de promotion de l'histoire et des valeurs culturelle sous régionales, comme le témoigne la présence de festivaliers venus des pays environnants. Alors, vivement la deuxième édition, l'année prochaine !

LA MINUSMA ACCOMPAGNE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'ACCÈS DES POPULATIONS À LA JUSTICE



La cité des Askia abrite les 27, 28 et 29 octobre 2015, la troisième session de formation des auxiliaires de justice et des organisations de femmes de la société civile. Initiée par la Coordination régionale des actions des ONG, cette troisième formation du genre, vise à mieux outiller la société civile sur les principes fondamentaux d'accès à la justice. L'on ne peut en effet parler d'Etat de droit et de démocratie sans combler au préalable le fossé existant entre les citoyens, le droit et la justice.

Quinze participants venus de Bourem, Ansongo, Ménaka et Gao ont de ce fait pris part à cet atelier qui s'exécute dans le cadre du projet à impact rapide de la MINUSMA. Les activités ont démarré en présence du représentant de la section

judiciaire et pénitentiaire à Gao, Issa Thioune accompagné de son équipe et du président de la Coordination régionale des actions des ONG, Soumeylou Soumaré.

Ce projet à impact rapide totalement financé par la MINUSMA à hauteur de plus de 16 millions de francs CFA a été lancé le 1er septembre dernier. Il a pour objet de faciliter l'accès de l'appareil judiciaire aux populations, à travers des séances de formation et de sensibilisation dans les différents cercles de la région de Gao. « Je remercie la MINUSMA pour nous avoir donné encore l'occasion de nous réunir pour partager des informations relatives à l'accès à la justice. Cette session va porter sur un certain nombre de modules que vous allez partager avec le

formateur. Elle s'inscrit dans le cadre de l'orientation de nos communautés qui ont souffert de cette crise afin de faciliter leurs accès à la justice », a lancé le président de la Coordination régionale des actions des ONG.

« Il y a une mosaïque de modules sur les principes fondamentaux de la justice, les acteurs de la justice, les droits de la femme, les droits des enfants, l'état civil, l'assistance judiciaire, la marche du procès civil, la chaîne pénale. Le choix de ces modules n'est pas fortuit. Nous savons que l'accès à la justice demeure difficile pour ne pas dire impossible pour certains justiciables. Souvent il y a des questions qui nécessitent la saisine d'une juridiction mais les populations restent calquées dans ce mépris à l'égard de la justice. Si ces justiciables ont

connaissance des rouages de la justice, comment fonctionne la justice, comment saisir la justice, comment faire face aux violences que le genre féminin peut subir, les populations auront la facilité de pouvoir ester (ndlr : exercer une action) en justice lorsque le besoin se présente. C'est en quelque sorte un souci de faciliter l'accès à la justice pour le bon nombre de justiciables qui demeurent malheureusement sous informés quant à l'accès à la justice. Donc le souci c'est de pouvoir informer au maximum, orienter au maximum et faire en sorte que les populations puissent connaître au moins le minimum de leurs droits d'accès à la justice », nous a confié Oumar Touré, facilitateur de l'atelier et coordinateur de la clinique juridique DEMESO de Gao. En marge de cette formation

de trois jours, le président de la Coordination régionale des actions des ONG a présenté le matériel de sonorisation acquis dans le cadre du projet à impact rapide.

S'adressant aux participants, Issa Thioune a souligné l'importance de ce projet pour les populations de la région de Gao. Selon le Représentant de la section des affaires judiciaires et pénitentiaires, il permettra « de pouvoir trouver des interlocuteurs qui pourront les orienter pour faire valoir leurs droits et ces interlocuteurs, c'est vous. Les populations ont des problèmes mais ne savent pas à qui s'adresser et c'est la raison pour laquelle la MINUSMA a pensé qu'il est important qu'en voulant faire régner la loi, il serait judicieux d'aider les populations

à savoir où aller pour faire valoir leurs droits. C'est d'ailleurs pour ça que nous avons pris attache avec la coordination régionale des actions des ONG. Votre rôle est très déterminant pour aider ces populations avec lesquelles vous êtes très proches ».

La justice est une condition sine qua non du retour durable de la paix. Appuyer son retour et faciliter, aux justiciables, son accès, sont des tâches majeures confiées à la MINUSMA par le Conseil de Sécurité dans ses résolutions successives et notamment la dernière en date est la 2227 (2015). Des tâches dont la MINUSMA s'acquitte au quotidien, en apportant son expertise non seulement au Gouvernement malien, mais aussi aux organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine.

GAO : LES PARTIS POLITIQUES S'APPROPRIENT L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION



Le Conseil régional de Gao a abrité jeudi 29 octobre la journée d'échanges sur l'accord de paix paraphé à l'issue du processus de négociations d'Alger. Elle a eu lieu en présence du Chef du bureau régional de la MINUSMA, M. Mohamed El-Amine SOUEF ; du Conseiller aux affaires juridiques du Gouverneur de Gao, M. Mohamed Ould Bani CISSE ; du Maire de la commune urbaine de Gao, M. Sadou DIALLO ; du Secrétaire général du Conseil régional de Gao, Salah Ben Mohamed Mahmoud et du Vice-président du Centre malien pour le dialogue interpartis et la Démocratie (CMDID), Dajié SOGOBA. Cette journée d'échange a été organisée par la MINUSMA en collaboration avec le Centre malien pour le dialogue interpartis et la Démocratie.

« Cette rencontre a pour objectif de favoriser une forte implication et une participation efficace des populations de la région de Gao au dialogue national et au processus de mise en œuvre de l'accord de paix. Elle est la troisième du genre, après les ateliers avec les leaders religieux, les femmes leaders et les jeunes, au cours desquelles, le Gouvernement du Mali et la MINUSMA ont accompagné les efforts de sensibilisation des maliens à la compréhension et l'appropriation de l'Accord, tant dans son esprit que dans son texte » a déclaré M. Mohamed El – Amine SOUEF Chef du bureau régional de la MINUSMA.

21 partis politiques ont répondu à l'invitation dont 13 de la majorité et 8 de l'opposition. Les participants ont, à l'unanimité, évoqué leur souhait de voir une paix durable au Mali et la nécessité de sa mise en œuvre sur le terrain. Pour Dajié SOGOBA, vice-président de la fondation Centre Malien pour le Dialogue Interpartis et la Démocratie (CMDID) : « L'accord de paix issu du processus d'Alger après de longues et difficiles négociations, représente une étape importante dans la construction de la paix que nous recherchons tous. Les difficultés qui ont émaillé sa conclusion ne sont que le reflet de la complexité de la situation socio – politique de notre pays et celle – ci constitue un défis important pour nous tous et spécifiquement pour nous, acteurs

politiques. En effet, la réussite des mesures et réformes qui découleront de l'application de l'accord dépendront en partie de l'engagement des acteurs politiques qui seront d'avantage plus responsabilisés quant à la gestion des affaires des populations au niveau local et régional. L'accord qui a été signé reste un texte juridique et ne pourra être efficace que lorsqu'on lui donnera le souffle juste et nécessaire dont il a besoin pour nous aider à bâtir notre pays. Pour cela il est essentiel qu'on comprenne le processus de son élaboration, le contenu de l'accord et son esprit ; toutes choses qui justifient la présente rencontre ». Troisième du genre à Gao, cette rencontre vise à contribuer à la compréhension et à l'appropriation de l'accord de paix et de réconciliation par les acteurs politiques et la société civile. L'occasion est donnée à chaque formation politique de faire part de ses interrogations sur l'accord et sur sa mise en œuvre. En retour, les partis politiques se chargeront de l'explication du contenu de l'accord aux différentes communautés qu'ils représentent, afin de mobiliser le maximum de citoyen pour soutenir sa mise en œuvre. C'est d'ailleurs pour cela que le représentant du gouverneur exhortera les participants par ces mots : « Il est communément admis aujourd'hui que les défis qui résultent de la signature de l'accord de paix et de réconciliation nationale au Mali représentent une étape aussi importante que les négociations qui ont abouti à sa signature. Cependant, Comme cela a été démontré durant la phase des négociations, la mobilisation des maliens sur la question pour soutenir les autorités constitue un gage d'espoir pour la mise en œuvre réussie de cet accord. »

La rencontre a pris fin par la mise en place d'une antenne locale du Centre malien pour le dialogue interpartis et la Démocratie (CMDID). L'objectif étant de faciliter le dialogue interpartis, la lutte contre la violence et la promotion de l'accord de paix et de réconciliation nationale. La présidence de l'antenne locale a été confiée à un parti de la majorité pendant que la Vice – présidence et le Secrétariat général à l'opposition.

DES OBSERVATEURS MILITAIRES INTERNATIONAUX DE LA MINUSMA SONT ARRIVÉS À GAO



Les premiers observateurs militaires internationaux sont arrivés le 30 octobre 2015 à 15 heures dans la ville de Gao à bord de l'Antonov UNO-051P de la Mission onusienne, comme demandé par la résolution 2227 (2015) du Conseil de sécurité des Nations unies au mois de juin dernier.

Dès leur arrivée, les quatre observateurs militaires dont 2 guinéens, 1 nigérian, et 1 bangladais ont été immédiatement reçus par le Colonel Peter Ghansah, Commandant a.i. le secteur-Est de la MINUSMA à Gao, qui leur a souhaité la bienvenue. Il les a ensuite rassuré sur sa disponibilité à les accompagner dans l'exécution de leur mission avant de les encourager à travailler en équipe pour atteindre leurs objectifs.

« Leur mission est de s'assurer qu'aucune des parties ne viole le cessez-le feu. Ils se rendront sur le terrain en vue d'enquêter sur les violations du cessez-le feu. Ils sont des observateurs militaires internationaux de la MINUSMA qui sont au nombre de 40, dont 11 pour chaque secteur. Le reste des observateurs seront basés au quartier général de la Force à Bamako. Les 4 premiers sont arrivés aujourd'hui et leurs autres collègues vont nous rejoindre au plus tard le 16 novembre de cette année » a déclaré le Commandant du Secteur Est de la Mission onusienne à Gao.

RÔLE

Les observateurs devront remplir les missions suivantes: surveiller, superviser et vérifier la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu, ainsi que l'Accord de paix, par les signataires. Les éventuelles violations seront également rapportées. Ils devront en outre faire la liaison avec et entre les mouvements signataires, les Forces de défense et de sécurité maliennes, civils nationaux et internationaux, y compris les ONGs.

Leur tâche sera également d'appuyer le programme de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR), maintenir des rapports avec les communautés afin d'aider dans la résolution de problèmes, et enfin, ils enquêteront par exemple sur les allégations de violation du cessez-le-feu.

La MINUSMA compte à ce jour 34 observateurs, d'autres sont en cours de recrutement. Les nouveaux arrivants vont pouvoir commencer leurs premières missions après avoir pris en compte précisément la situation dans leurs secteurs respectifs.

Au moment où la mise en œuvre de l'Accord de Paix se concrétise, cette nouvelle capacité est essentielle. Elle apportera une plus-value indispensable pour que la Force de la MINUSMA puisse réussir la mission qui lui a été confiée dans le cadre de son mandat.

LA MINUSMA APPUIE LA TENUE DE LA CONFÉRENCE SUR LES BOURGOUTIÈRES DE MOPTI POUR LA CAMPAGNE 2015-2016



Les bourgotières sont des plaines inondables par les fleuves sahéliens, comme on peut en voir au Sénégal, au Niger ou encore au Mali, notamment dans la cinquième région.

Ces plaines servent à la fois aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux éleveurs. Leur gestion est donc un enjeu majeur pour la paix entre ces communautés. Le Gouvernorat de la Région de Mopti a abrité, sous la haute présidence de M. Kaman KANE, gouverneur de la Région du mercredi 28 au jeudi 29 octobre 2015 la Conférence sur les bourgotières pour la Campagne 2015-2016. Etaient également présents le Dr. Wayara KONE, Conseiller Technique du Ministre du Développement Rural représentant le Ministre, l'Adjointe au Directeur National des Productions et Industries Animales, le Directeur Adjoint des Affaires Civiles de la MINUSMA et Mme Mélanie Hauenstein, Cheffe du bureau régionale de la

MINUSMA.

250 participants se sont donc réunis, parmi lesquels des Préfets, des Conseils de Cercles, des Maires, des dioros (propriétaires terriens), des Associations d'Agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs, les services technique de l'Etat ainsi que les partenaires au développement venant de l'ensemble des Cercles de la Région de Mopti, ainsi que des représentants des Cercles de la Région voisine de Ségou (Tominian, San, Niono, Macina).

La conférence demeure un excellent cadre d'échange sur la gestion des transhumances entre les autorités administratives, politiques, les services techniques, les responsables des collectivités territoriales, les responsables des associations et des organisations socioprofessionnelles paysannes, les autorités coutumières (les dioros) et les partenaires au

développement.

L'objectif de la Conférence sur les bourgotières est d'éviter ou de réduire les risques de conflits liés à l'exploitation des ressources des pâturages. Par ailleurs, elle vise entre autre à convenir des dates des traversées et de sorties des animaux des bourgotières et réussir une transhumance apaisée en minimisant les conflits liés aux mouvements des animaux etc.

En effet, la région de Mopti a une vocation agropastorale et piscicole par excellence, ce qui nécessite une cohabitation obligatoire entre agriculteurs, éleveurs (transhumants) et pêcheurs. Une cohabitation qui parfois ne va pas sans conflits, parfois meurtriers.

Pour Mme Anastasie Nyirigira, Cheffe de la Division Régionale des Affaires Civiles « la conférence régionale sur les bourgotières constitue le plus

grand rassemblement d'échanges des éleveurs et des agro-éleveurs avec les hautes autorités régionales et locales, les élus, la société civile et les services techniques autour d'un sujet qui rythme et organise le mode de vie des communautés. »

La rencontre de cette année a été financée par la MINUSMA, sur la base d'un projet à impact rapide sur la demande des autorités maliennes à travers la Gouvernorat de la cinquième région administrative du Mali. La Mission des Nations Unies a ainsi contribué hauteur de près de 14 500 000 F CFA, notons également une participation communautaire de 2 000 000 FCFA.

« Notre soutien à cette conférence rentre dans le cadre de plusieurs volets de notre mandat, qui comme vous le savez est multidimensionnel. Ces volets sont la promotion de la réconciliation et la cohésion sociale ; la contribution à la stabilisation dans les zones touchées par la crise ; l'appui à la sauvegarde du patrimoine culturel.... Ma présence ici aujourd'hui témoigne de l'engagement continu de la MINUSMA aux côtés des Maliens dans la recherche des solutions durables aux différents défis auxquels le Mali fait face, » a déclaré Mme Mélanie Hauenstein, Cheffe du Bureau de la MINUSMA de Mopti.

Dans leur mot d'ouverture, toutes les autorités présentes ont salué l'initiative et les partenaires d'appui, notamment la MINUSMA. Ils ont rappelé le caractère socioculturel mais aussi l'aspect prévention et gestion des conflits en cette ère de changements climatiques où les ressources naturelles se dégradent et se raréfient continuellement.

Le Dr Wayara KONE, Conseiller technique, représentant du Ministre du développement rural

et portant son message a déclaré : « Le Ministre du développement rural m'a chargé de transmettre aux collectivités territoriales de Mopti ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers ses encouragements à s'investir davantage dans la protection des ressources naturelles ainsi que dans la matérialisation des pistes de transhumance, sources de tension entre agriculteurs et éleveurs. Je remercie donc sur ce point la Mission Multidimensionnelles Intégrées des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali et la Section des Affaires Civiles de la Région de Mopti ».

La Conférence sur les bourgotières pour la Campagne 2015-2016 a pris fin jeudi 29 Octobre 2015 par une série de 19 recommandations pour une meilleure transhumance et une meilleure cohabitation entre éleveurs, agriculteurs et pêcheurs de la région.

A PROPOS DE LA CONFÉRENCE SUR LES BOURGOUTIÈRES

Les forums sur la question de l'utilisation des bourgotières, ne datent pas d'hier. L'initiative est attribuée à Sékou Ahmadou, l'Empereur de la Dinna Peulh, du temps du royaume de Macina, dans les années 1820. Ainsi, Sékou Ahmadou a institué un système de gestion de la transhumance et des bourgotières, qui en certains points est de règle encore aujourd'hui.

La 1ère conférence officielle fut tenue en 1969 et dès lors, elle devint annuelle. Aussi, sur les 29 points de traversée de la Région de Mopti, le point de traversée de Diafarabe nommé, le "Yaraal" et le point de traversée de Dialoube nommé, le "Degal" ont été classés "Chef d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'Humanité" par l'UNESCO en date du 25 novembre 2005.



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITÉ POUR LES CRIMES COMMIS CONTRE DES JOURNALISTES



Mariane Pearl, la veuve de Daniel Pearl, reporter au Wall Street Journal enlevé et décapité au Pakistan au début de l'année 2002, aborde la question de la protection des journalistes dans les situations de conflit au Conseil de sécurité en mai 2015. Photo ONU / Rick Bajornas.

« Ensemble, nous devons briser le cycle de l'impunité et garantir le droit des journalistes à dire la vérité, sans avoir à craindre ceux qui occupent des positions de pouvoir. »

M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, Message 2015

Au cours de la dernière décennie, plus de 700 journalistes ont été tués parce qu'ils informaient le public. Fait inquiétant : sur dix crimes commis contre des professionnels des médias pendant la décennie écoulée, seul un a abouti à une condamnation. Cette impunité non seulement enhardit les criminels, mais aussi décourage la société, y compris les journalistes eux-mêmes. L'impunité favorise l'impunité et alimente un cercle vicieux.

À sa 68e session, en 2013, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution A/RES/68/163 qui a proclamé le 2 novembre Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. Cette résolution a exhorté les États Membres à prendre des mesures précises pour combattre la culture

actuelle d'impunité. La date a été choisie en mémoire de l'assassinat de deux journalistes français au Mali le 2 novembre 2013.

Cette résolution historique condamne toutes les attaques et violences perpétrées contre des journalistes et des travailleurs des médias. Elle exhorte également les États Membres à faire tout leur possible pour prévenir cette violence, en faire rendre compte, traduire en justice les auteurs des crimes commis contre des journalistes et des travailleurs des médias, et veiller à ce que les victimes disposent de recours appropriés. Elle demande en outre aux États de promouvoir un environnement sûr et propice dans lequel les journalistes puissent effectuer leur travail de manière indépendante et sans ingérence indue.

Légende photo : Mariane Pearl, la veuve de Daniel Pearl, reporter au Wall Street Journal enlevé et décapité au Pakistan au début de l'année 2002, aborde la question de la protection des journalistes dans les situations de conflit au Conseil de sécurité en mai 2015. Photo ONU / Rick Bajornas.

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL - JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITÉ POUR LES CRIMES COMMIS CONTRE DES JOURNALISTES

2 novembre 2015

Nous célébrons aujourd'hui la mémoire des journalistes et professionnels des médias qui ont perdu la vie dans l'exercice de leur métier.

Plus de 700 journalistes ont été tués au cours des 10 dernières années, soit un journaliste tous les cinq jours, simplement parce qu'ils s'efforçaient d'informer le public et de le tenir au courant des nouvelles.

Beaucoup périssent accidentellement dans les conflits dont ils assurent si courageusement la couverture. Mais ils sont trop nombreux à avoir été assassinés pour la seule raison qu'ils voulaient faire connaître la vérité et qu'on les a réduits au silence. Seulement 7 % de ces cas sont élucidés, et moins d'un sur 10 de ces crimes fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme.

Dans un tel climat d'impunité, les journalistes ont de plus en plus peur et certains gouvernements n'ont aucun mal à exercer leur censure.

Nous devons redoubler d'efforts pour inverser cette tendance et faire en sorte que les journalistes puissent faire leur métier en toute liberté. Les journalistes ne devraient pas avoir à s'autocensurer parce qu'ils craignent pour leur vie.

La Journée internationale de la fin de l'impunité pour des crimes commis contre des journalistes a été proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour faire comprendre qu'il est urgent de protéger les journalistes et pour honorer la mémoire des deux journalistes français qui ont été assassinés au Mali le 2 novembre 2013.

Je félicite l'UNESCO d'avoir lancé le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, qui représente un puissant dispositif au sein duquel les organismes des Nations Unies, les gouvernements, la société civile, les universitaires et les médias peuvent unir leurs efforts.

Ensemble, nous devons briser le cycle de l'impunité et garantir le droit des journalistes à dire la vérité, sans avoir à craindre ceux qui occupent des positions de pouvoir.



GAO : LE NOUVEAU CHEF DE BUREAU DE LA MINUSMA REND VISITE AUX RADIOS DE LA VILLE



Depuis sa prise de fonction à Gao, le nouveau Chef de Bureau régional de la MINUSMA, Mohamed El- Amine Souef, continue ses visites de courtoisie dans la cité des Askia. Après s'être rendu au Gouvernorat où il a rencontré les directeurs des services techniques de l'état, après s'être entretenu avec le cadre de concertation des notabilités, les religieux, les organisations de jeunes et de femmes, mercredi dernier, le Chef du bureau régional de la MINUSMA a visité chacune des radios libres de la ville de Gao.

Mohamed El-Amine Souef était accompagné du Général Prince Aledji, Commandant régional de la Police des Nations Unies UNPOL et Samantha Buonvino du Bureau de la Communication de la MINUSMA. Cette visite de M. SOUEF a pour but de consolider les bonnes relations entre le Bureau Régional de la MINUSMA et les médias de Gao

en leur réitérant la disponibilité de la Mission à œuvrer avec eux, pour le bien de la population de la 7ème région. Le nouveau Chef de Bureau a également souligné le rôle crucial d'une communication responsable en ce qui concerne notamment la mise en œuvre de l'accord de paix et ce, au profit de la réconciliation, de la stabilité et de la sécurité au Mali.

La visite a donc commencé par la radio Hanna, dont le Directeur, Issa Maiga est le nouveau coordinateur régional du l'Union des Radios et Télévisions Libres du Mali (URTEL). Le Directeur a fait visiter sa radio à M. Souef, avant de faire une brève présentation du paysage radiophonique de la région qui compte 27 radios libres. « Nous sommes très contents de recevoir pour la première fois un chef de bureau de la MINUSMA dans nos locaux. Nous sommes vraiment disposés à travailler avec vous.

Nous vous remercions de venir nous rendre visite aujourd'hui et cela nous va droit au cœur » a dit Issa Maiga au chef du bureau.

C'est en sa qualité de Coordinateur Régional de l'URTEL que le Directeur d'Hanna FM, Issa Maiga, a ensuite dirigé la visite du Chef de Bureau dans les sept autres radios libres de la ville a commencé par la radio Annia. Comme son homologue d'Hanna FM, Kader Touré, Directeur de la radio Annia, a également exprimé toute sa gratitude à M. Souef et sa délégation pour cette marque d'intérêt à l'égard de sa radio. Après Annia FM, le Chef du Bureau Régional de la MINUSMA s'est rendu respectivement dans les locaux des radios Aadar, Koima, la Voix des Jeunes, Nataa, Nanay et Fitilla. Dans chacune de ces radios, les responsables se sont réjouis de cette visite et ont exprimé leur volonté de travailler avec la MINUSMA.

Certains responsables de radios ont donc pris au mot M. Souef en profitant de sa présence pour lui tendre le micro afin de recueillir les raisons de sa visite. « Tout se fait à travers la communication. Une mauvaise communication peut créer de fausses alertes, déchirer un Pays, conduire aux massacres comme ça été le cas au Rwanda. La MINUSMA a une mission spécifique : celle d'aider les maliens à retrouver la paix, la stabilité et la sécurité. Cela est un devoir qui incombe aux Autorités de l'Etat et nous sommes là pour les accompagner. La stabilisation du Mali a un impact sur la stabilisation de la CEDEAO, ce qui détermine à son tour la stabilisation de l'Afrique et des équilibres intercontinentaux. Avec la Conférence de Paris, les bailleurs ont engagé des fonds importants pour le développement du Mali, mais ces fonds risquent de ne

pas venir tant qu'il n'y aura pas la stabilité et la sécurité au Mali. Les médias ont donc une mission importante à accomplir, en véhiculant la bonne information vers les populations, en sensibilisant les populations sur les gages du développement et de la paix. Il est aussi important de renforcer les messages d'éducation civique et d'assurer la couverture des activités de la MINUSMA, pour que les populations sachent et comprennent notre travail. Invitez nous à la radio, afin de véhiculer nos messages de paix et d'amour auprès des populations. Ensemble avec les autorités, la société civile, les médias, la MINUSMA... Nous avons tous le devoir de vulgariser le contenu des accords de Paix. Sans la paix, il n'y a pas de développement et sans développement il n'y aura pas d'avenir. On a été bien accueillis par les médias de Gao. Nous continuerons à travailler ensemble. Nous sommes à votre disposition et à la disposition des populations de Gao » a expliqué le Chef de Bureau à ses différents interlocuteurs.

Au-delà des présentations, les discussions ont aussi porté sur les difficultés rencontrées par les radios de la ville. Parmi celles-ci, on peut, entre autre citer : le manque de ressources humaines qualifiées, la vétusté des locaux ou encore, le manque de matériel pour le fonctionnement des stations de radios...

Les 27 radios libres de la Région de Gao fonctionnent tant bien que mal. Le bureau régional de la MINUSMA entend très prochainement, leur apporter un appui matériel. Un moyen pour la Mission des Nations Unies au Mali de réaffirmer son attachement à l'épanouissement des médias pour une information de qualité, au service de la population.



A GAO, LA MINUSMA ŒUVRE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA SOCIÉTÉ



Des personnes handicapées de la ville de Gao se réjouissent de leur participation à la réduction de la pauvreté grâce à un projet à impact rapide du savon liquide ; projet financé par la MINUSMA à hauteur de plus de 12 millions F CFA en octobre 2014.

Il y a environ une année, M. Charlemagne Ag Balika, secrétaire général de l'Association des handicapés physiques de Gao, se rappelle de sa condition de vie avant l'établissement de la Mission onusienne dans la Cité des Askia. « Je suis très content de l'appui de la MINUSMA, car avant son arrivée ici, j'étais sans emploi et sans revenus. Aujourd'hui, je travaille et gagne mon pain quotidien ! »

Lancé il y a un an, le 28 octobre 2014, ce projet à impact rapide qui vise à renforcer les capacités de 416 personnes handicapées physiques dont 180 femmes, contribue à la réduction du chômage des personnes handicapées dans la région de Gao. « Avant la création de notre association, les personnes handicapées étaient des mendiants, parce qu'ils n'avaient pas de travail. Aujourd'hui, nous nous sommes serrés la main et gagnons notre vie en travaillant comme tout le monde, » a déclaré M. Charlemagne Ag Balika.

En apportant son appui à l'Association des personnes handicapées physiques de Gao, la Mission onusienne se réjouit par avance de permettre l'intégration des personnes handicapées dans la société, car cela contribue à faire tomber les obstacles comportementaux. M. Madou Coulibaly, contrôleur au sein de l'association, témoigne que sa participation dans la fabrication du savon liquide a beaucoup changé sa vie. « Avant, je dépendais totalement de ma famille, depuis une année je suis devenu le principal soutien financier de cette dernière. Je suis très heureux et j'en suis très reconnaissant à la MINUSMA » a-t-il déclaré.

Au siège de l'association situé dans le quartier Sosso-

Koira, plus de 20 personnes handicapées, toutes vêtues de vêtements bleu lumineux, travaillent directement dans la fabrication du savon liquide jusqu'à la livraison du produit fini. Toute la journée, ces personnes handicapées, et parmi elles de nombreux diplômés, travaillent fièrement et durement à l'élaboration de 90 litres de savon en plusieurs coloris. Après avoir expliqué les différentes étapes qui entrent dans la préparation du savon, M. Mohamed N'diaye, Secrétaire général adjoint de l'association, a rappelé la genèse du projet qui a commencé en 2013 suite à leur rencontre avec la MINUSMA. « Notre équipe dirigeante avait discuté sa vision avec les représentants de la MINUSMA qui nous avaient écouté attentivement. Plusieurs mois se sont écoulés avant de recevoir un formulaire 'QIP' que nous remplissions sans beaucoup de problème, » a révélé le Secrétaire général adjoint.

« Malgré la concurrence, nos produits se vendent très bien dans la ville de Gao et ses environs, et même Ansongo les utilise aussi ! Au niveau des quartiers, l'association a installé des antennes de commercialisation qui sont gérées par nous-mêmes » a souligné M. Mohamed N'diaye.

Parmi les autres activités entreprises par l'Association figurent la couture et la confectionnerie. « Les revenus provenant de la vente du savon liquide aident à subvenir à nos besoins, mais aussi à l'achat des matières premières » a affirmé M. Mohamed N'diaye. Les revenus générés sont répartis de la façon suivante : 1/3 pour l'achat des matières premières, 1/3 pour des économies et investissements, 1/3 pour assurer un revenu aux membres de l'association. Il a conclu en disant que l'association est impatiente de commencer un projet d'une maison de communication qui sera équipée en appareils de sonorisation, outil informatique et même la transformation de l'association en une organisation non-gouvernementale.

POLICE DE LA MINUSMA - FORCES DE SÉCURITÉ DU MALI : UN PARTENARIAT DYNAMIQUE !



Outre les actions de sécurisation conjointes comme les patrouilles de jour ou de nuit, ou la colocation, le soutien de la MINUSMA aux Forces de Sécurité du Mali, à travers notamment UNPOL, couvre un large spectre qui touche entre autres la formation ou encore l'appui en matériel. En octobre une session de formation, ainsi qu'un Projet à Impact Rapide (QIP) ont été menés au profit de la Police et de la Gendarmerie du Mali.

Du 19 au 30 octobre 2015, une formation sur la « Lutte contre le Trafic Illicite des Armes Légères de Petits Calibres (ALPC) et le Terrorisme » a eu lieu à l'Ecole Nationale de Police. Les officiers de Police concernés ont ainsi pu approfondir leurs connaissances en matière de marquage et de traçage des ALPC ; de législations au plan international, régional et national sur la lutte contre le trafic illicite des ALPC ; de stratégies de lutte contre le trafic illicite des ALPC et le terrorisme.

Cette formation aura aussi permis d'établir l'interconnexion entre le trafic illicite des Armes Légères et de Petits Calibres, le blanchiment et le terrorisme. Les capacités des stagiaires, en ce qui concerne la gestion efficace des stocks d'armes et de munitions en dotation dans les services, ont également été renforcées.

Clôt le 30 octobre, cette activité est de l'avis général, d'une grande utilité lorsque l'on considère qu'un conflit, comme celui que le Mali a connu, est une grande source de prolifération d'armes légères de petits calibres. Un phénomène qui alimente aussi le terrorisme.

Les infrastructures ne sont pas en reste

Le Chef de la Composante Police de la MINUSMA, le Général Abdounasir Awalé et Le représentant du Chef d'Etat-major Général de la Garde Nationale ont procédé, jeudi 22 octobre 2015, à l'inauguration d'un bâtiment au Centre d'Instruction de la Garde Nationale de Bamako.

D'un coût total de près de 24 500 000 FCFA, cet édifice est composé de sept dortoirs équipés de toilettes.

« Nous sommes toujours disposés à aider le Mali et ceci est une partie essentielle de notre Mandat » a rappelé le Police Commissioner de la MINUSMA dans son allocution.

Le Représentant du Chef d'Etat-major Général de la Garde Nationale, quant à lui, n'a pas caché sa satisfaction, qui s'est traduite par ces mots : « Merci à la MINUSMA pour son soutien permanent. Vous êtes un partenaire sans pareil et nous souhaitons que ce partenariat gagne tous les secteurs de nos activités, pour qu'ensemble, nous bâtissons une Nouvelle Garde Nationale Malienne capable de répondre efficacement aux besoins de la population ».

Ce projet au bénéfice de la Garde Nationale du Mali n'est pas le premier entrepris par la MINUSMA. Il s'ajoute à d'autres projets déjà réalisés notamment dans le nord du pays, comme la réhabilitation des bâtiments du Camp d'Ansongo. Des efforts qui s'intensifieront puisque plusieurs autres projets et activités sont planifiés pour les semaines et mois à venir.



Du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, jusqu'au 10 décembre, Journée des droits humains, la campagne « 16 jours d'activisme contre la violence sexiste » est l'occasion de galvaniser les actions visant à mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles à travers le monde.

L'année 2015 marque le 20e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, la feuille de route la plus progressiste en faveur de l'égalité des sexes. Les dirigeantes et dirigeants mondiaux se sont rencontrés en mars 2015, à l'occasion de la 59e Commission des Nations Unies sur la condition de la femme, puis en septembre 2015, lors de la 70e Assemblée générale, pour dresser un bilan des progrès réalisés et s'engager à prendre des mesures en vue de combler les écarts qui entravent les femmes et les filles. Cette année, un nouveau programme de développement durable qui, pour la première fois, comprend des cibles et des indicateurs spécifiques en matière d'élimination de la

violence à l'égard des femmes, a également remplacé les objectifs du Millénaire pour le développement.

Cette année, la campagne TOUS UNiS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes du Secrétaire général des Nations Unies vous invite à « oranger le monde pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles ». Rejoignez la campagne TOUS UNiS et organisez des événements « orange » entre le 25 novembre et le 10 décembre 2015.

Rejoignez-nous ! Partagez vos photos, messages et vidéos montrant comment vous avez orangé votre monde à [facebook.com/SayNO.UNiTE](https://www.facebook.com/SayNO.UNiTE) et twitter.com/SayNO_UNiTE. Pour plus d'informations sur l'action « Orangez VOTRE monde », cliquez ici.

- See more at: <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/take-action/16-days-of-activism#sthash.Bi0X4nWQ.dpuf>

ENBREF

23 OCTOBRE

Le 23 octobre 2015, au Quartier Général de la MINUSMA, des officiers de la Police de la MINUSMA ont été décorés avec la médaille de Nations Unies. Les décorations ont été remises par le Police Commissionner, le Général Abdounasir Awalé, Chef de la Police des Nations Unies



3 NOVEMBRE

Visite à Tombouctou de John Ging, Directeur des opérations du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) pour évaluer la situation humanitaire après la signature de l'Accord de Paix. Au cours de cette visite, John Ging s'est entretenu avec le Gouverneur de la Région, ainsi que les responsables des agences onusiennes et d'autres ONG locales et Internationales œuvrant dans la zone. Durant sa rencontre avec le Chef du Bureau de la MINUSMA, Riccardo Maia, les discussions ont porté sur les efforts conjoints de la MINUSMA



et des Agences des Nations Unies pour le retour des réfugiés et des autorités locales sur le territoire, notamment dans le domaine de l'éducation, tous facteurs importants de réconciliation et stabilisation. «Je suis vraiment impatient de voir comment la mise en œuvre de l'accord de Paix est en train d'améliorer les conditions de vie des populations sur le terrain. Je veux m'assurer que les humanitaires font tout leur possible et que nous allons recevoir toutes les ressources nécessaires» a –t-il déclaré en fin de visite.



COMMUNIQUÉS

25 OCTOBRE

MINES : TROIS CIVILS TUÉS ET DEUX CASQUES BLEUS BLESSÉS HIER À TESSALIT

Bamako, le 25 octobre 2015 - Hier, trois civils ont trouvé la mort suite à l'explosion d'une mine ou d'un engin explosif dans les environs de Tessalit, dans la région de Kidal.

Alors que la Force de la MINUSMA se rendait sur les lieux, vers 12h30, deux Casques bleus ont été blessés, dont un sérieusement, suite à l'explosion d'une autre mine, à 5km au sud du Camp de la MINUSMA à Tessalit.

La MINUSMA condamne fermement de tels actes ayant pour but de paralyser ses opérations sur le terrain et de toucher indistinctement le personnel des Nations Unies, ou des civils innocents.

La MINUSMA présente ses condoléances aux familles endeuillées, et souhaite un prompt rétablissement à ses soldats de la paix.

27 OCTOBRE

COMMUNIQUÉ FINAL DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DU MALI

Paris - 22 Octobre 2015

Le gouvernement du Mali et l'OCDE ont organisé conjointement une conférence internationale de haut niveau pour la relance économique et le développement du Mali, en coopération avec la France et les autres partenaires et amis du Mali. Cette conférence fait suite à l'Accord pour la Paix et la Réconciliation du Mali, signé en mai-juin 2015 à l'issue du processus de médiation mené sous l'égide de l'Algérie, avec l'appui de la communauté internationale.

Le gouvernement du Mali, les représentants des parties signataires à l'Accord, la société civile et le secteur privé maliens et internationaux, ainsi que 64 pays et organisations régionales et internationales partenaires ont participé à la conférence.

Cette conférence avait quatre objectifs :

Présenter les actions immédiates du gouvernement du Mali pour la mise en oeuvre de l'Accord, dans un contexte sécuritaire qui demeure fragile dans le nord, ainsi que sa Stratégie spécifique de Développement pour les régions du nord, les réformes en cours et envisagées, et le Fonds de Développement durable.

Renforcer le dialogue sur les politiques publiques nécessaires à plus d'inclusion, d'emplois et de stabilité : par une gouvernance plus efficace et transparente, une décentralisation ambitieuse mais réaliste, une

croissance équilibrée, et une coopération au développement qui accompagne le Mali dans la mise en oeuvre des réformes dans les secteurs stratégiques et l'atteinte de ses priorités.

Réaffirmer l'engagement des partenaires internationaux du Mali, tant publics que privés, tant bilatéraux que régionaux et multilatéraux, autour des priorités stratégiques du Mali, notamment les engagements immédiats du Gouvernement pour une mise en oeuvre concrète et rapide de l'Accord dans la période intérimaire (2015-2017).

Au-delà de la période intérimaire, et dans la perspective de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des objectifs de développement durable, faire le point sur les moyens, partenariats et financements essentiels à moyen et long termes pour une relance économique inclusive et durable.

Le président de la République du Mali, le président de la République française, et le Secrétaire général de l'OCDE ont ouvert la conférence. Tous ont rappelé l'impact de la crise de 2012 et les progrès accomplis depuis. Ils ont souligné les défis actuels mais aussi l'immense potentiel offert par le peuple et les territoires du Mali, au sein d'un ensemble régional sahélien interdépendant. Le Secrétaire général de l'OCDE a rappelé l'importance de politiques publiques et de partenariats inclusifs. Il a réaffirmé la volonté de l'OCDE de mettre à la disposition du Mali et de la communauté internationale son expertise. Le président malien a confirmé l'engagement total du Mali dans la mise en oeuvre de l'Accord, dans un esprit d'inclusion et de respect de la parole donnée. Il a appelé la communauté internationale à soutenir les parties maliennes dans ce processus. Le président de la République française a salué le caractère exemplaire des efforts de reconstruction en cours, et annoncé les appuis de la France pour la période 2015-2017.

La présentation des résultats intermédiaires de la Mission internationale d'Evaluation conjointe a été positivement accueillie. Ils donnent une vision claire des actions prioritaires à court, moyen et long termes au nord du Mali, dans un contexte sécuritaire qui demeure fragile et conditionne l'accès humanitaire, la protection des civils et la mise en oeuvre de projets. Le coût des actions de relèvement rapide, de réduction de la pauvreté et de développement a été évalué pour les six prochaines années à 2 320 milliards de FCFA (3,5 milliards d'euros).

Le gouvernement du Mali a exprimé sa détermination à créer les conditions de l'accélération de la croissance à l'échelle du Mali tout entier. Il a notamment confirmé son engagement total en matière d'amélioration de la gestion des affaires publiques, du climat des affaires et de mobilisation des ressources fiscales. Il a réaffirmé sa volonté de mettre en oeuvre une décentralisation donnant aux régions du Mali des responsabilités et des capacités effectives sur les affaires locales et le développement territorial, couplée à une redéfinition des missions essentielles de l'État, sur l'ensemble du territoire.

Le gouvernement a présenté la Stratégie spécifique de Développement des régions du nord du Mali, et annoncé une contribution, sur ressources propres, de 300 milliards de FCFA (450 millions d'euros) sur la période 2016-2018. Le processus de planification se poursuivra, notamment pour l'approfondissement et l'appropriation de ce document au niveau national et régional. Il a également annoncé l'établissement du Fonds de Développement durable prévu par l'Accord. Celui-ci sera doté d'une gouvernance partagée et inclusive et respectera les normes les plus exigeantes en termes de redevabilité et de transparence. Le gouvernement sollicite l'appui technique de ses partenaires pour les études et la mise en place du Fonds.

Les mouvements signataires ont parlé d'une seule voix pour marquer leur détermination à faire aboutir le processus de paix. Ils ont appelé l'ensemble des acteurs à s'inscrire dans l'Accord et à respecter leurs engagements.

Les participants ont affirmé leur plein soutien à la mise en oeuvre de l'Accord. Ils se sont réjouis de la dynamique positive amorcée ces dernières semaines et de la collaboration constructive qui s'est mise en place entre les parties. Ils ont insisté sur les effets bénéfiques qu'aura la mise en oeuvre des mesures prévues par l'Accord sur le plein déploiement des interventions humanitaires et de développement au nord du Mali. Tous les acteurs conjugueront leurs efforts pour y parvenir.

Les participants ont salué l'engagement du gouvernement malien en faveur d'un développement territorial inclusif et la participation des mouvements signataires à la formulation de la Stratégie spécifique de Développement des régions du nord du Mali. Les partenaires du Mali ont confirmé leur mobilisation pour accompagner la mise en oeuvre de l'Accord et de la Stratégie dans toutes leurs dimensions.

La conférence a été l'occasion de faire le point sur l'engagement financier des partenaires au Mali, qui représentera 2 120 milliards de FCFA (3,2 milliards d'euros) pour la période 2015-2017 – dont un montant de 397 milliards de FCFA (605 millions d'euros) pour les régions du nord sur la base des premières annonces faites au cours de la conférence.

Les partenaires ont rappelé leur attachement à la coordination, à l'harmonisation et à la transparence de l'aide et reconnu le rôle de leadership que doit jouer le gouvernement malien dans cette perspective. Le processus de mobilisation des ressources pour la mise en oeuvre de l'Accord se poursuivra, sous l'égide du comité de suivi prévu par l'Accord.

Vous trouverez tous les documents pertinents sur le site de l'OCDE : <http://www.oecd.org/fr/pays/mali/conference-developpement-mali-2015.htm>

LE 26 OCTOBRE : LA COMMISSION TECHNIQUE DE SÉCURITÉ TIENT SA QUATRIÈME RÉUNION

Bamako, le 26 octobre 2015- La quatrième réunion de la Commission Technique de Sécurité (CTS) s'est tenue les 22 et 23 octobre à Bamako, présidée par le commandant adjoint de la Force MINUSMA, le Major Général Oumar Bikimo.

Durant ces deux jours, toutes les parties ont démontré leur volonté d'identifier des solutions communes aux questions soulevées dans le cadre de discussions franches et constructives.

S'agissant des pourparlers intercommunautaires d'Anefis, des représentants de la CMA et de la Plateforme ont affirmé que les différends politiques et militaires étaient dissipés et qu'ils informaient actuellement les populations locales des résultats de ces pourparlers.

A la lumière de ces avancées, les parties ont convenu de mettre un terme à la zone de sécurité de 20 km, établie par la MINUSMA, le 20 août dernier, aux fins de protéger les populations autour de Kidal.

Sur un plan plus technique, le rapport de l'Equipe Mixte d'observation et de vérification (EMOV Tombouctou) sur Tichlita a été discuté. Les résultats de la reconnaissance technique des sites de cantonnements proposés par la Plateforme ont été présentés. Sur les six sites proposés, seuls quatre ont été déclarés être techniquement adéquats (Fafa, Bourem, Inaggar, Likrakar). Quant à la CMA, elle a proposé plusieurs sites pour lesquels, la CTS a exhorté une priorisation dans la semaine afin de commencer la reconnaissance.

Sur la question du « Mécanisme Opérationnel de Coordination » (MOC), la CMA a proposé une présidence tournante, ce qui ne pouvait être accepté en raison du libellé de l'Accord de Paix signé. Cependant, il a été laissé le soin au MOC, en interne, de déterminer les responsabilités dans les cellules fonctionnelles, secrétariat et bureaux régionaux.

La prochaine réunion de la CTS se tiendra les 18 et 19 novembre.



Bamako
106.6

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



www.youtube.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



<http://minusma.unmissions.org>



www.facebook.com/minusma

